



## Mairie d'ARCHAMPS

**Objet : Arrêté de circulation – toutes voiries communales et routes départementales classées en agglomération**

### ARRÊTÉ DU MAIRE

**N°AR2023-040**

#### Le Maire d'Archamps,

**VU** la loi n° 82-213 en date du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,  
**VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-2 et L.2213-1,  
**VU** le Code de la Route et notamment article R. 411-2,  
**VU** la loi n° 2004-809 en date du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales,  
**VU** le Code de la Voirie Routière et notamment son article L 141-1 et suivants,  
**VU** l'arrêté ministériel en date du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes, modifié,  
**VU** l'arrêté certifié exécutoire du Maire d'Archamps, portant délégation de signature,  
**VU** la demande présentée par Monsieur Patrice PARIS, de la société SOGETREL en date du 12/01/2023, en vue de réaliser des ouvertures de chambres télécoms sur les trottoirs et certaines chaussées,  
**VU** les modalités d'exploitation arrêtées pour réaliser les travaux projetés,  
**VU** l'arrêté de police AR2023014 du 13 janvier 2023,

**CONSIDÉRANT** la demande formulée par l'entreprise SOGETREL, domiciliée au 523 Cours du 3<sup>ème</sup> Millénaire 69800 SAINT-PRIEST pour des travaux cités ci-dessus,  
**CONSIDÉRANT** la nécessité d'effectuer les travaux évoqués supra,  
**CONSIDÉRANT** qu'il importe de prendre des mesures pour faciliter les travaux et en assurer la sécurité de façon permanente,  
**CONSIDÉRANT** qu'il convient d'exécuter ces travaux dans les meilleures conditions de sécurité, tant pour les usagers de la route que pour l'entreprise et les agents communaux et départementaux y intervenant,  
**CONSIDÉRANT** que, dans ces conditions, il y a lieu de réglementer la circulation de tous les véhicules sur les chaussées citées ci-dessus,

Sur proposition des Services Techniques,

### ARRÊTE

**Article 1** : des dates de prise d'effet et de fin de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté de police AR2023014 sont modifiées comme suit : du jeudi 23 février 2023 au vendredi 24 mars 2023

**Article 2** : Le Maire certifie le caractère exécutoire de cet acte et informe que celui-ci peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Mme le Maire dans le délai de deux mois à compter de sa notification et/ou de son affichage. Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté et/ou de sa date d'affichage, ou à compter de la réponse de Mme le Maire en cas de recours gracieux.*

**Article 3 :** La Directrice Générale des Services est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé, dont ampliation sera adressée à :

- Monsieur le Commandant de la Brigade de gendarmerie de Saint-Julien-en-Genevois,
- Monsieur le Chef de la Police pluri-communale du Salève,
- Madame le responsable de l'Arrondissement des routes du canton de St Julien ([pr-saintjulien-gestiondp@hautesavoie.fr](mailto:pr-saintjulien-gestiondp@hautesavoie.fr))
- Mairie d'Archamps – service communication ([n.philippe@mairie-archamps.fr](mailto:n.philippe@mairie-archamps.fr))
- Monsieur Patrice PARIS SOGETREL ([patrice.paris@sogetrel.fr](mailto:patrice.paris@sogetrel.fr))

Certifié exécutoire par le Maire

En mairie,  
le 23 février 2023

Télétransmis au contrôle de légalité le  
Affiché le 23/02/2023

Le Maire,  
Anne RIESEN



*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Mme le Maire dans le délai de deux mois à compter de sa notification et/ou de son affichage. Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté et/ou de sa date d'affichage, ou à compter de la réponse de Mme le Maire en cas de recours gracieux.*